



# Versement 148 Y 1-79

## *Identification :*

**Intitulé/ Analyse :** Administration pénitentiaire et population carcérale.

**Dates extrêmes :** 1844 - 1939

**Importance matérielle :** 2,40 mètres linéaires

## *Contexte :*

**Service producteur :** Maison centrale de Clairvaux

**Service versant :** Maison centrale de Clairvaux

**N° d'entrée du versement :** 56096, 56129, 56187, 56321, 56367, 56378, 57151

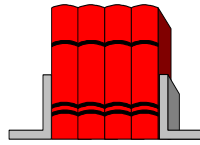
**Date d'entrée du versement :** 14/05/2009, 23/06/2009, 06/10/2009, 15/03/2009, 01/06/2010, 29/06/2010, 15/05/2013

## *Conditions d'accès aux documents :*

**Communicabilité :** immédiate

## *Contrôle de la description :*

**Date de rédaction de l'inventaire :** 11 février 2015



# Présentation

## Présentation du service producteur

Devenue bien national, l'abbaye de Clairvaux est adjugée le 10 février 1792 à Pierre Cauzon, architecte de Bar-sur-Aube, pour la somme de 160 500 francs. Une papeterie est installée dans le bâtiment des fours et des moulins tandis que l'abbatiale est transformée en verrerie. Le 24 septembre 1799, Pierre Rousseau rachète l'ensemble des bâtiments et maintient l'activité industrielle.

Dès le premier Code pénal d'octobre 1791, la prison, envisagée comme lieu de peine et de rachat, devient un point central du système pénal. Sa mise en œuvre se heurte cependant à l'absence de bâtiments adaptés, qui ne sera comblée qu'à partir du Directoire, notamment pour les maisons d'arrêt. Héritier de cette réflexion, Bonaparte entame dès 1801 une réorganisation administrative et judiciaire, et crée des structures nouvelles, les futures « maisons centrales ». Les premières sont établies à partir de 1804. 1808 voit la promulgation du Code d'instruction criminelle, qui organise le système des prisons, maisons d'arrêt et de justice, puis du décret du 16 juin, qui crée une maison centrale de détention par « arrondissement », pour la réunion des condamnés par les tribunaux criminels et de police correctionnelle. Les bâtiments des anciennes congrégations, clos de murs, souvent isolés, et considérés comme facilement aménageables (Fontevraud, Auberive, Le Mont-Saint-Michel, etc.), sont réquisitionnés. Dans l'Est, le site de Clairvaux s'impose rapidement. Le 16 juin 1808, Napoléon I<sup>er</sup> décrète le rachat de l'ancienne abbaye pour la somme de 350 000 francs. Le décret précise que les bâtiments recevront une double affectation : maison centrale de détention pour les condamnés par les tribunaux criminels de neuf départements (Ardennes, Aube, Côte-d'Or, Marne, Haute-Marne, Meuse, Nièvre, Saône-et-Loire, Yonne) ainsi que, dans des espaces séparés, pour les condamnés par voie de police correctionnelle à des peines de plus d'un an, et dépôt de mendicité pour les vagabonds et mendiants arrêtés dans l'Aube.

Les premiers détenus, des insoumis de la Grande Armée, arrivent en 1813. Dès 1819, on compte 1456 détenus (sur 9392 en France). En 1858 : 1650 hommes, 489 femmes et 555 enfants, soit près de 2700 condamnés. Le bâtiment des convers devient prison de femmes puis manufactures (notamment de textile), les entrepreneurs locaux utilisant la main-d'œuvre carcérale ; le grand cloître est voué à la détention masculine.

Rapidement, les conditions de détention à Clairvaux sont terribles du fait du manque d'hygiène généralisé et d'une nourriture avariée. De nombreux prisonniers y meurent de faim et de froid. En 1847, un scandale éclate lorsque l'on découvre le décès à Clairvaux de 700 détenus au cours des trente derniers mois. Ces conditions sont propices aux révoltes et mutineries, comme dans l'affaire Claude Gueux qui inspire Victor Hugo pour son réquisitoire contre la peine de mort (1834). Une réflexion sur les conditions de détention aboutit à la réforme pénale de 1875 et la création de « cages à poules » permettant à la population carcérale de vivre dans un espace individuel. Ces « cages à poules » resteront en usage jusqu'en 1970.

Avec la Commune de Paris, Clairvaux accueille ses premiers prisonniers politiques et notamment Blanqui, de 1871 à 1879. Après les mutineries de 1917, Clairvaux reçoit quelques condamnés du Tribunal militaire. Après la Grande guerre, André Marty, futur député communiste, purge à Clairvaux cinquante-deux mois (1919-1923) de sa condamnation à vingt ans de travaux forcés pour mutinerie (cote 148 Y 72).

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Allemands et le régime de Vichy organisent un double système pénitentiaire. Vingt-et-un détenus résistants sont fusillés dans une carrière proche de

l'abbaye. À la Libération, collaborateurs et condamnés de l'épuration sont incarcérés à Clairvaux (anciens ministres de Vichy, miliciens de la division Charlemagne, amiraux responsables du sabotage de la flotte à Toulon). Charles Maurras séjourne dans le Petit Cloître de 1947 à 1951. Pendant les guerres de décolonisation, Clairvaux accueille des responsables algériens du FLN et trois des quatre généraux du putsch d'Alger.

En 1971, l'administration pénitentiaire quitte les anciens bâtiments monastiques pour ceux de la nouvelle centrale qui regroupe les cellules individuelles et les ateliers de production de chaussures où travaillent les détenus.

En 2015, la maison centrale de Clairvaux accueille 145 détenus.

## **Présentation du contenu du versement**

Ce versement concerne la période 1844-1939 et complète les autres fonds de la série Y relatifs à Clairvaux. Outre le fonctionnement de la Maison centrale (entretien des bâtiments, personnels, fonctionnement des ateliers, incidents), le fonds conserve de nombreux dossiers de détenus des années 1849 à 1924.

En raison des mauvaises conditions de conservation des archives dans les locaux de la Maison centrale, un certain nombre de dossiers de détenus ont été détruits ou sont en mauvais état.

## **Bibliographie sommaire**

BAUDIN (Arnaud), DOHRMANN (Nicolas) et VEYSSIÈRE (Laurent), dir., *Clairvaux. L'aventure cistercienne*. Catalogue d'exposition (Troyes, 5 juin-15 novembre 2015), Paris, 2015, cat. 120, 121a, 121b et 122.

BIANCHI (Virginie) et LEROUX-DHUYS (Jean-François), *Clairvaux. État des lieux*, Langres, 2011

FEY (Dominique) et HERBELOT (Lydie), *Clairvaux, vies emmurées au XIX<sup>e</sup> siècle*, TheBookEdition, 2013

LEROUX-DHUYS (Jean-François), « Clairvaux : de l'abbaye de saint Bernard à la prison des longues peines », dans *Actes du premier mois médiéval*. Centre d'Études médiévales de la Région Champagne-Ardenne, *La Vie en Champagne*, ° 8, octobre-décembre 1996, p. 41-52.

VILAIN (Gilles), *L'abbaye de Clairvaux*, Langres, 2003 (coll. « Itinéraires du Patrimoine », n° 268).

## **Sources complémentaires aux Archives départementales de l'Aube**

1 Y à 51 Y, 140 Y, 154 Y 2 : Maison centrale de Clairvaux (1790-1940)

1360 W 1-1338 : Maison centrale de Clairvaux (1879-2007)

114 à 123 Y : Maison d'arrêt de Troyes (1800-1914)

1596 W 1-94 : Sous-préfecture de Bar-sur-Aube (1941-1993). Les cotes 1596 W 64 à 94 concernent le fonctionnement de la Maison centrale entre 1942 et 1993.



# CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

## Conditions générales d'accès aux archives publiques

La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs précise et garantit le droit de toute personne à l'information. À ce titre, certains documents sont communicables immédiatement.

Le législateur définit des « secrets absolus » (art. 6). Dans ce cas, les documents administratifs dont la consultation porterait atteinte à l'un des secrets protégés par la loi ne sont pas communicables au sens de la loi du 17 juillet 1978. Ils sont communicables au terme des délais et dans les conditions fixées par la loi sur les archives du 15 juillet 2008, reprise dans le livre II du *Code du patrimoine* (art. L 213-2),

Il définit également des « secrets relatifs » (article 6). Dans ce cas, seule la personne directement concernée par les documents peut les consulter. Dans tous les autres cas, l'accès à ces documents se fait sur le fondement de la loi du 15 juillet 2008.

Les archives publiques sont communicables de plein droit (art. L. 213-1 du *Code du Patrimoine*). Cependant, des délais spéciaux - suivant le contenu du document - de 25, 50, 75 ou 100 ans à compter de la date du document, de 25 ans à compter de la date de décès de la personne ou de 120 ans à compter de la date de naissance de la personne sont prévus par l'article L. 213-2 du *Code du Patrimoine*. Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

## Conditions d'accès au fonds

En vertu de la loi sur les archives du 15 juillet 2008, reprise dans le *Code du patrimoine* (art. L 213-2), ce versement est communicable immédiatement.



## Plan de classement

<i>N° Articles</i>	<i>Description</i>	<i>Dates extrêmes</i>
1-18	Administration pénitentiaire	1899-1939
19 - 33	Gestion administrative et financière de l'établissement	1863 - 1939
34	Personnel pénitentiaire	1901 - 1939
35 - 74	Population carcérale	1844 - 1939
75-77	Maison d'arrêt de Troyes	1933 - 1935
77 - 79	Maison d'arrêt de Chaumont	1916 - 1935

## MAISON CENTRALE DE CLAIRVAUX

<b>148 Y 1 - 18</b>	<b>Administration pénitentiaire</b>	<b>1899 - 1939</b>
<b>148 Y 1 - 1</b>	<b>Direction de l'administration pénitentiaire</b>	<b>1902 - 1938</b>
<b>148 Y 1</b>	Exhumations des militaires allemands : correspondances, notes de service, plans, décrets présidentiels	1902 - 1938
<b>148 Y 2 - 16</b>	<b>Incidents</b>	<b>1899 - 1939</b>
<b>148 Y 2</b>	Conflit entre détenus : extraits de jugement, correspondance échangée	1899 - 1906
<b>148 Y 3</b>	Comptes-rendus sur des incidents	1905 - 1912
<b>148 Y 4</b>	Comptes-rendus d'incidents	1906 - 1906
<b>148 Y 5</b>	Tentatives ou évasions de détenus : rapports, interrogatoires et correspondances échangées	1906 - 1926
<b>148 Y 6</b>	Comptes-rendus et correspondances échangées sur des incidents	1906 - 1922
<b>148 Y 7</b>	Comptes-rendus et correspondances échangées sur des incidents	1907 - 1924
<b>148 Y 8</b>	Comptes-rendus et correspondances échangées sur des mutineries.	1908 - 1910
<b>148 Y 9</b>	Compte-rendu sur une tentative d'évasion	1914 - 1917
<b>148 Y 10</b>	Evasions : correspondance, bordereaux d'envoi, télégrammes, schémas, rapports journaliers au directeur	1917 - 1939
<b>148 Y 11</b>	Incidents : interrogatoires, comptes-rendus et correspondances échangées	1920 - 1932
<b>148 Y 12</b>	Compte-rendu sur le meurtre d'un détenu par son codétenu	1933 - 1935
<b>148 Y 13</b>	Comptes-rendus sur des incidents	1934 - 1938
<b>148 Y 14</b>	Comptes-rendus d'incidents	1936 - 1937
<b>148 Y 15</b>	Incident CASANOVA-HOULES : comptes rendus, correspondance, notes	1936 - 1936
<b>148 Y 16</b>	Compte-rendu sur un incident	

		1939 - 1939
<b>148 Y 17 - 18</b>	<b>Défense passive</b>	
		1938 - 1939
<b>148 Y 17</b>	Acquisition de masque à gaz : correspondance, états de la population carcérale	1938 - 1939
<b>148 Y 18</b>	Organisation : correspondance	1939 - 1939
<b>148 Y 19 - 33</b>	<b>Gestion administrative et financière de l'établissement pénitentiaire</b>	<b>1863 - 1939</b>
<b>148 Y 19 - 27</b>	<b>Bâtiments</b>	1863 - 1930
<b>148 Y 19</b>	Bâtiments : plans et coupes	S.d. - S.d.
<b>148 Y 20</b>	Bâtiments : plans et coupes	S.d. - S.d.
<b>148 Y 21</b>	Atelier de fabrication des lits en fer, construction : plans, correspondance, projets d'installation, décomptes de travaux effectués, croquis	1863 - 1913
<b>148 Y 22</b>	Projet de construction d'une porcherie : plans (manuscrit en couleur en couleur sur papier et calque) ; projet d'installation de bains : plan (manuscrit à l'encre en couleur) ; nivellement de la place de la Caserne : plan (manuscrit au crayon)	1881 - 1882
<b>148 Y 23</b>	Modifications des bâtiments : plan (manuscrit en couleur sur calque)	1904 - 1904
<b>148 Y 24</b>	Projet de construction de l'atelier de tissage mécanique : plans des bâtiments, des moteurs et de la machine (manuscrit)	1904 - 1909
<b>148 Y 25</b>	Bâtiments : profils, plans d'ensemble	1913 - 1913
<b>148 Y 26</b>	Infirmerie, aménagement : plans, mémorandums	1924 - 1924
<b>148 Y 27</b>	Atelier de tannerie, établissement d'avants projets : études sur le tannage, avants projets, études sur le cuir ; construction du bâtiment : devis, plans, correspondance, documentation	1927 - 1930
<b>148 Y 28 - 33</b>	<b>Travail des détenus</b>	1927 - 1939
<b>148 Y 28</b>	Atelier de confection de lingerie : correspondance, listes des tarifs, états de renseignement.	1927 - 1927

148 Y 29	Atelier de confection d'objets pour l'armée : correspondance, devis, feuilles de renseignement, listes d'objets, listes des tarifs, cahiers des charges, rapports sur la confection, documentation, demandes de renseignements.	1927 - 1929
148 Y 30	Confection de brodequins pour les marins : correspondance, devis, marchés de gré à gré.	1927 - 1928
148 Y 31	Gestion des fournisseurs : documentation, correspondance, cartes postales.	1928 - 1929
148 Y 32	Gestion des commandes de mobilisation : correspondance, circulaires ministérielles.	1935 - 1939
148 Y 33	Gestion des tarifs des produits fabriqués en régie : listes de tarifs, correspondance, états des prix des salaires.	1937 - 1938
<b>148 Y 34 - 34</b>	<b>Personnel pénitentiaire</b>	<b>1901 - 1939</b>
148 Y 34 - 34	Effectifs	1901 - 1939
148 Y 34	Etat des effectifs : notes de services, notes, états nominatifs des agents, correspondance, listes des apports à l'annuaire de l'administration pénitentiaire, état de situation des gardiens.	1901 - 1939
<b>148 Y 35 - 74</b>	<b>Population carcérale</b>	<b>1844 - 1939</b>
148 Y 35 - 35	Recensement et statistique	1933 - 1936
148 Y 35	Recensement des détenus du service général.	1933 - 1936
<b>148 Y 36 - 39</b>	<b>Surveillance</b>	<b>1934 - 1939</b>
148 Y 36	Registre des rapports journaliers du surveillant-chef au directeur (17 avril 1934-24 octobre 1934)	1934 - 1934
148 Y 37	Registre des rapports journaliers du surveillant-chef au directeur (19 juin 1936-3 janvier 1937)	1936 - 1937
148 Y 38	Registre des rapports journaliers du surveillant-chef au directeur (1er janvier 1937-25 juillet 1937)	1937 - 1937
148 Y 39	Registre des rapports journaliers du surveillant-chef au directeur (26 juillet 1937-8 février 1938)	1937 - 1938



148 Y 40 - 66	<b>Ecrous</b>	1844 - 1936
148 Y 40 - 66	<b>Maison centrale</b>	1844 - 1936
<i>148 Y 40 - 66</i>	<i>Dossiers individuels des détenus</i>	
148 Y 40	Dossiers individuels des détenus	1852 - 1891
148 Y 41	Dossiers individuels des détenus	1852 - 1882
148 Y 42	Dossiers individuels des détenus	1877 - 1884
148 Y 43	Dossiers individuels des détenus	1878 - 1883
148 Y 44	Dossiers individuels des détenus	1857 - 1916
148 Y 45	Dossiers individuels des détenus	1861 - 1899
148 Y 46	Dossiers individuels des détenus	1894 - 1924
148 Y 47	Dossiers individuels des détenus	1894 - 1924
148 Y 48	Dossiers individuels des détenus	1881 - 1924
148 Y 49	Dossiers individuels des détenus	1844 - 1890
148 Y 50	Dossiers individuels des détenus	1852 - 1874
148 Y 51	Dossiers individuels des détenus	1852 - 1858
148 Y 52	Dossiers individuels des détenus	1853 - 1859
148 Y 53	Dossiers individuels des détenus	1856 - 1876
148 Y 54	Dossiers individuels des détenus	1856 - 1861
148 Y 55	Dossiers individuels des détenus	1856 - 1861
148 Y 56	Dossiers individuels des détenus	1856 - 1862
148 Y 57	Dossiers individuels des détenus	1857 - 1866
148 Y 58	Dossiers individuels des détenus	1859 - 1864
148 Y 59	Dossiers individuels des détenus	

		1859 - 1879
148 Y 60	Dossiers individuels des détenus	1862 - 1877
148 Y 61	Dossiers individuels des détenus	1865 - 1872
148 Y 62	Dossiers individuels des détenus	1862 - 1873
148 Y 63	Dossiers individuels des détenus	1868 - 1874
148 Y 64	Dossiers individuels des détenus	1870 - 1878
148 Y 65	Dossiers individuels des détenus	1872 - 1879
148 Y 66	Dossiers individuels des détenus	1851 - 1900
148 Y 67 - 73	<b>Régimes spéciaux</b>	1890 - 1938
148 Y 67	Quartier des politiques : services religieux, instructions.	1911 - 1912
148 Y 68	Quartier des détenus politiques : rétrocession du quartier spécial des détenus politiques occupé par l'hôpital complémentaire n°2.	1917 - 1917
148 Y 69	Détenu politique : journaux <i>La Défense</i> , correspondances et comptes-rendus sur le prisonnier Edouard Planque.	1933 - 1934
148 Y 70	Détenu politique : correspondance du prisonnier Paul Jany.	1936 - 1936
148 Y 71	Quartier des détenus politiques : installation du quartier politique, instructions de détention.	1938 - 1938
148 Y 72	Affaire MARTY André : correspondance, résumés des faits, coupures de presse, extraits des minutes du greffe, extraits du registre d'écrou, états des détenus jugés lors d'audience, feuilles récapitulatifs de situation pénale, notes, comptes rendus, bordereaux d'envoi, bulletin de statistique morale, comptes rendus de journées, notes de service, télégrammes, extrait de jugement des condamnations, notices individuelles.	1919 - 1932
148 Y 73	Détenus condamnés par la juridiction militaire : états nominatifs des détenus, états statistiques des détenus, correspondance, relevés de la population carcérale, listes des condamnés ayant obtenu une réduction de peine.	1890 - 1901
148 Y 74 - 74	<b>Conditions de détention</b>	1882 - 1933
148 Y 74	Conditions de détention	1882 - 1933

<b>148 Y 75 - 77</b>	<b>Maison d'arrêt de Troyes</b>	<b>1933 - 1935</b>
<b>148 Y 75 - 77</b>	<b>Administration pénitentiaire</b>	<b>1933 - 1935</b>
<b>148 Y 75 - 77</b>	<b>Incidents</b>	<b>1933 - 1935</b>
<b>148 Y 75</b>	Comptes-rendus sur des incidents.	1933 - 1934
<b>148 Y 76</b>	Compte-rendu sur le suicide d'un détenu.	1934 - 1934
<b>148 Y 77</b>	Comptes-rendus sur un incident.	1935 - 1935
<b>148 Y 78 - 79</b>	<b>Maison d'arrêt de Chaumont</b>	<b>1916 - 1935</b>
<b>148 Y 78 - 79</b>	<b>Administration pénitentiaire</b>	<b>1916 - 1935</b>
<b>148 Y 78 - 79</b>	<b>Incidents</b>	<b>1916 - 1935</b>
<b>148 Y 78</b>	Comptes-rendus sur les suicides de deux détenus.	1916 - 1921
<b>148 Y 79</b>	Requête d'un détenu.	1935 - 1935